

LE POLITIQUE

Les stratégies d'intervention et de sensibilisation du RGPAQ sont-elles toujours appropriées ?

Billet de Solange Tougas

Discussion entre Solange Tougas, coordonnatrice, Déclit (Berthierville), et Ginette Richard, responsable de la formation et du développement des pratiques, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec

Misons sur nos forces

Si nous voulons regarder vers l'avant et nous armer de stratégies porteuses de succès, il faut analyser le passé et le présent pour mieux voir l'avenir, pour déterminer clairement nos visées et, surtout, les moyens à prendre pour les atteindre.

En scrutant de plus près notre cheminement sur le plan stratégique, je dirais qu'une de nos particularités est la créativité momentanée. Je m'explique : à un moment donné, entre novembre et avril par exemple, nous avons une bonne idée, un bon filon à exploiter. Nous élaborons ensuite une action en souhaitant que les groupes y participent et que cela porte des fruits. La plupart du temps, nous évaluons peu les résultats, ou les raisons pour lesquelles il n'y en a pas, et nous nous tournons vers d'autres sujets importants... jusqu'à l'autre poussée créative. Non seulement nous manquons de persévérance, de constance, mais aussi nous changeons souvent de cap. Pourquoi? L'une des raisons réside peut-être dans notre mode de fonctionnement.

Lors de l'assemblée générale annuelle, nous élisons des personnes pour un mandat de deux ans. Ces dernières, qu'elles sachent ou non comment s'y prendre, doivent rapidement définir un plan d'action stratégique, car il y a longtemps que nous n'avons pas eu de résultats satisfaisants. Cela nous amène vers un sujet tabou dans le communautaire, celui des compétences des individus. Se demander qui est en mesure d'assumer une tâche ne se fait pas : tout le monde peut apporter quelque chose et d'ailleurs les lieux d'engagement sont aussi formateurs. D'accord, mais ne devient pas stratège qui veut. Et les

actions, malheureusement, ne s'inscrivent pas toujours dans un plan stratégique. Il y a des raisons pour lesquelles nous n'obtenons pas de résultats, et ce n'est pas toujours la faute du gouvernement. C'est trop facile à dire et cela restreint l'analyse critique qui, très souvent d'ailleurs, prend plutôt la forme de critique que d'analyse.

Notre mode de fonctionnement nous incite à avoir une vision électoraliste de la stratégie : nous devons agir en peu de temps, être efficaces et, bien sûr, obtenir des résultats. De plus, parce que les membres des comités ne sont élus que pour deux ans, nous reprenons fréquemment les choses. Diverses visions d'une problématique ou différentes attentes par rapport à une action s'affrontent alors. Enfin, nous consacrons peu de temps à nous former, à analyser nos tactiques, à faire des choix d'actions et à définir une stratégie d'intervention à long terme. Les travailleuses et les travailleurs de l'équipe permanente du Regroupement doivent, de leur côté, apprendre à fonctionner avec de nouvelles personnes, à composer avec des expériences diverses tout en poursuivant les autres tâches reliées à leur poste.

Par ailleurs, si l'équipe permanente apporte de la stabilité, elle ne peut à elle seule représenter la vigueur de notre Regroupement. Quand le même individu répète sans cesse aux fonctionnaires que les groupes nécessitent d'autres ressources financières, plus personne n'y prend garde. Le pouvoir des groupes réunis – cette force collective – doit être constamment présent si l'on veut influencer de façon significative les décisions gouvernementales.

Nous avons également une énorme propension à théoriser. Nous tombons très facilement dans l'abstrait, le philosophique, le principe qui sous-tend l'approche, l'orientation, la réorientation, la réorganisation... bien que nous prétendions, après 25 ans, ne pas avoir de discours! Oui, nous tenons un discours théorique, mais qui n'exprime peut-être pas la réalité des groupes, ou la façon dont ils font de l'alphabétisation populaire en 2006. Par exemple, nous nous entêtons à parler d'adultes «analphabètes» quand ces mêmes adultes ne veulent pas de cette étiquette. Nous parlons de changement social, sans avoir nécessairement mesuré l'impact de nos actions depuis 25 ans. Nous faisons de la conscientisation, mais nous n'avons pas encore réussi à «conscientiser» les élus et la population, à les amener à reconnaître l'existence et les causes de l'analphabétisme de même que les solutions qui doivent s'y rattacher. Nous suivons le chemin du communautaire philosophique, alors que nous devrions emprunter celui du communautaire pratique...

En outre, le fait que notre discours est livré par différentes personnes rend les prises de parole moins marquantes, le fait que les idées sont dites d'une façon qui varie d'une fois à l'autre dilue peut-être la portée du message. Notre crédibilité se construit en lien avec nos actions, mais aussi en lien avec la teneur de notre discours et la conviction qui nous anime.

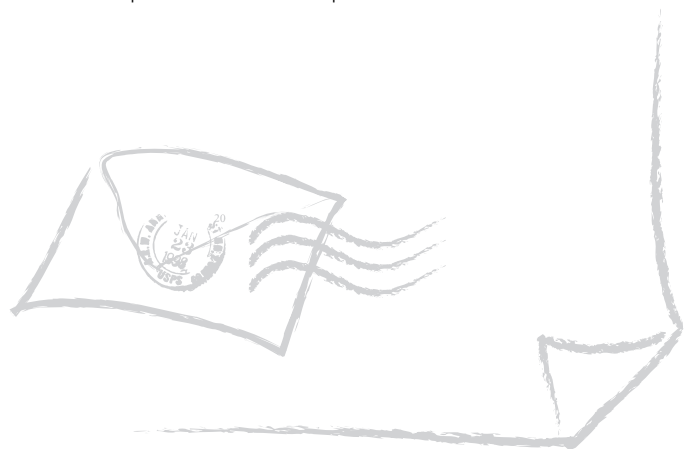
Les choix que nous faisons ont un impact certain sur notre crédibilité. Par exemple, avoir comme porte-parole Super Alpha ne constitue pas nécessairement une manière très efficace de redevenir un acteur incontournable en éducation. La création d'un personnage fictif peut faciliter l'expression d'un discours sur les conséquences de l'analphabétisme, mais pas forcément sa compréhension. De plus, un porte-parole doit être représentatif des personnes au nom desquelles il s'exprime: plusieurs participantes et participants de notre région ont clairement affirmé ne pas s'identifier à Super Alpha, entre autres parce que c'est un personnage à connotation enfantine, un peu rigolo qui ne parle pas véritablement de leur réalité.

Peut-être devrions-nous embaucher une ou un responsable des communications qui serait à l'affût de l'actualité et qui ferait en sorte que le Regroupement soit présent dans divers médias, tant nationaux que régionaux et locaux. Peut-être devrions-nous avoir un porte-parole connaissant les principes de base de la communication (public cible, choix de l'information, éléments-chocs en lien avec la conjoncture...) qui élaborerait une solide argumentation martelant le même message, issu de notre discours dépoussiéré, rafraîchi et adapté à nos divers interlocuteurs.

Et quand allons-nous mettre à profit l'expertise des groupes, dont plusieurs sont reconnus dans leur milieu? Le Regroupement aurait intérêt à explorer les stratégies qui ont été efficaces (comme les démarches de concertation entre partenaires), à créer des groupements régionaux pour être présent partout et mettre à contribution les multiples alliances établies par les organismes d'alphabétisation populaire.

Les 25 ans du Regroupement ont engendré des forces : une grande capacité de mobilisation et la volonté de faire une alphabétisation populaire répondant véritablement aux besoins des adultes, pour n'en nommer que deux. Notre avenir doit s'appuyer sur notre vitalité collective si nous voulons défricher de nouveaux chemins.

Nous avons pour nous la force du nombre (80 groupes membres), une expertise riche sur le plan des pratiques, une grande capacité à innover ainsi qu'à faire les choses de façon originale. Alors, qu'attendons-nous pour être heureux? ■



Commentaire de Ginette Richard en réaction au billet de Solange

Nous sommes souvent bien durs et bien exigeants envers nous-mêmes, passant trop facilement par-dessus nos bons coups et négligeant nos forces. Nous sommes loin d'être parfaits, mais nous avons quand même fait du chemin en 25 ans.

De retour au sein de l'équipe du RGPAQ depuis presque 2 années, après une absence de 10 ans, je jette sur les choses un regard un peu différent. De plus, je donne une formation sur le Regroupement, sur son histoire et sur ce qu'il est aujourd'hui. À chaque fois, avec les formatrices et les formateurs présents, c'est l'occasion de constater que nous avons obtenu plusieurs gains et que le Regroupement ainsi que le mouvement de l'alphabétisation populaire au Québec ont évolué depuis leur début. En survolant l'histoire, nous observons que le Regroupement a dès le départ déployé tous ses efforts pour être reconnu comme un interlocuteur de premier plan, pour sensibiliser la population aux conséquences de l'analphabétisme et pour faire en sorte que l'alphabétisation devienne une priorité aux yeux du ministère de l'Éducation (dès 1984), qu'un programme distinct soit créé (en 1990) et que nous participions aux États généraux sur l'éducation (en 1996). Au fil des ans, nos actions ont porté fruits, et les groupes ont vu une amélioration de leur situation financière, même si elle demeure encore précaire: des 19 groupes qui, en 1981, recevaient au total 276 000\$, pour une moyenne de 14 526\$, nous sommes passés à 131 groupes disposant d'un budget global d'environ 11 000 000\$, soit un peu plus de 80 000\$ par groupe.

En refaisant notre parcours, nous constatons aussi que reviennent souvent certains questionnements sur les pratiques, sur ce qui nous rassemble au RGPAQ, sur la recherche constante de moyens afin de mieux répondre à notre mission et nous assurer d'une compréhension partagée de nos principes. Notre histoire nous montre jusqu'à quel point nous avons le souci de la démocratie au Regroupement, nous encourageons la participation des

groupes membres aux débats et aux décisions, et nous favorisons l'intégration des participantes et des participants à la vie démocratique.

En retraçant notre parcours, nous remarquons qu'il y a des périodes où nous nous concentrons sur un aspect en particulier, selon la croissance du RGPAQ et les besoins des membres. Ainsi, à certains moments, nous avons misé sur les pratiques, à d'autres, sur la reconnaissance de l'alphabétisation populaire, à certaines époques, sur la défense des droits des personnes peu alphabétisées et à d'autres encore, sur les orientations du Regroupement. À travers ces cycles, nous observons une certaine continuité dans l'action. Grâce au RGPAQ, à cette structure dont nous nous sommes dotés, les groupes d'alphabétisation populaire ont obtenu une amélioration de leur financement pour accomplir leur mission. Ils ont eu aussi la possibilité de se concerter sur des enjeux importants et d'élaborer des pratiques novatrices. Les périodes de croissance du RGPAQ l'ont amené à composer avec de nouvelles réalités, à répondre aux besoins de formation et d'appui des nouveaux groupes membres, tout en consolidant les groupes plus anciens et en faisant connaître l'expertise de ces derniers.

À l'image du mouvement communautaire, des centaines de personnes ont milité dans nos rangs, fait partie de l'équipe de travail, participé à des comités dans les groupes et au RGPAQ. Plusieurs ont poursuivi leur action dans d'autres milieux ou se sont réorientés. Mais un nombre important d'entre elles sont restées et continuent de s'engager en alphabétisation populaire, de porter notre histoire et notre évolution. Chaque comité compte au moins un membre, parfois plusieurs, ayant de nombreuses années d'expérience en alphabétisation et au RGPAQ.

Le RGPAQ d'aujourd'hui est fait de tout cela, de cette expérience accumulée qui se poursuit, de ces nouvelles personnes qui s'intègrent, de la rencontre des anciennes personnes et des nouvelles.

Il est vrai que les stratégies d'intervention et de sensibilisation doivent mettre en valeur notre analyse, favoriser la défense des droits des personnes peu alphabétisées, montrer l'importance de l'alphabétisation populaire et de ses pratiques. À mon avis, c'est le cas. Pensons aux actions entreprises en 2005 devant les bureaux de l'Institut de la statistique du Québec ou à la campagne de sensibilisation de 2006, «Ça cloche en alpha pop!».

Le type d'action choisi et le discours exprimé reflètent ce que vivent les participantes et les participants, l'originalité des pratiques en alphabétisation populaire et les réalités des groupes.

Il est vrai aussi que les communications et la visibilité contribuent grandement à la reconnaissance de l'alphabétisation populaire. Cependant, nous devons maintenant composer avec l'évolution du monde des médias. Traditionnellement, ces derniers exigeaient énormément de

créativité et de sensationnalisme avant de daigner couvrir l'actualité sociale et communautaire. Le défi est aujourd'hui encore plus grand, puisque les médias sont de plus en plus concentrés et fermés aux valeurs sociales. La société actuelle ne nous facilite pas la tâche. En effet, comment parvenir à promouvoir des valeurs et des pratiques de solidarité dans une société de plus en plus basée sur l'indifférence, l'individualisme, le profit, l'argent, la consommation, la performance et la compétition? ■



Réplique de Solange à Ginette

Il est grand temps de nous juger objectivement – et cela ne veut pas dire d'oublier le chemin parcouru –, de porter un regard sur nos actions politiques, nos stratégies d'intervention, notre impact sur les dirigeantes, les dirigeants politiques et la population en général.

Oui, nous avons évolué et nous élaborons, d'année en année, des pratiques originales pour les participantes, les participants, et des façons de faire démocratiques dans nos organismes (gestion participative, partage du pouvoir au conseil d'administration...). Nous partageons des principes d'éducation populaire et une approche respectueuse des personnes, prônant des valeurs qui mettent ces dernières au centre de nos actions. Nous avons le souci constant de nous améliorer et de vivre réellement selon nos convictions. Alors, comment se fait-il que, avec toute cette expertise, tous ces efforts, nous soyons si peu reconnus et que la grande majorité des groupes ne soit pas suffisamment financée? N'est-ce pas là une question qui nous incite à nous interroger sur le message que nous véhiculons et sur nos actions politiques et stratégiques?

En matière de reconnaissance et de financement des groupes, nous stagnons depuis plusieurs années. Il y a urgence à agir, et cette urgence passe par des façons de faire différentes, des stratégies nouvelles qui nous mettront plus en évidence et qui feront en sorte que le monde politique et la population en général comprennent mieux notre mission.

Il y a continuité dans l'action si l'on parle de notre réorganisation interne (tendre vers une vision globale plutôt que vers une intervention par dossiers...) et de nos réflexions en tant que membres d'un regroupement (comme notre démarche en lien avec notre *Déclaration de principes* établie lors du dernier congrès d'orientation); il y a peu de continuité si l'on parle de revendications, par exemple d'une reconnaissance formelle de la part du gouvernement dans la *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue*.

Pour ce qui est de la communication efficace et de notre *leadership* en éducation des adultes, cela passe encore par la survie des groupes. Nous aurons beau avoir les plus beaux principes, si nous n'avons pas assez de financement, nous allons crever. Il y a encore des personnes au Regroupement qui y croient, mais regardons notre relève: d'abord y en a-t-il une et, si oui, sera-t-elle là encore longtemps si la situation des groupes ne s'améliore pas?

Le contexte social change et exige que nous redéfinissions nos façons d'intervenir. Il faut établir des alliances dans de nouveaux milieux (culturel, économique, municipal...) et modifier légèrement notre discours, pas le transformer mais l'adapter, pour toucher des cordes sensibles. S'il faut parler d'économie, nous en parlerons. Sortons de nos sentiers habituels et osons, innovons... Et cela ne veut pas dire se prostituer à tout prix. D'autres regroupements, tels que le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) ou la Fédération des femmes du Québec (FFQ), parviennent, avec moins de ressources que nous, à occuper l'espace public et à faire parler d'eux. Alors nous, avec notre nombre important et notre grande créativité, fonçons! ■

LE POLITIQUE

Les stratégies d'intervention et de sensibilisation du RGPAQ sont-elles toujours appropriées ?

Billet de Marcel Desjardins

Discussion entre Marcel Desjardins, coordonnateur, Centre Alpha des Basques (Trois-Pistoles), et Yanick Descheneaux, coordonnateur, Ludorette (Saint-Léonard-d'Aston)

Pour franchir la rivière, il faut un pont

Une rétrospective rapide des 25 dernières années du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) nous montre à quel point son action a fait évoluer la cause de l'alphabétisation populaire au Québec. On constate en effet qu'en dehors de quelques intervenants extérieurs, notamment l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA), tous les gains acquis depuis 25 ans en alphabétisation populaire sont le fait du travail constant du RGPAQ et de ses groupes membres. Ces gains comprennent entre autres les suivants: la reconnaissance de l'alphabétisation populaire, son financement à l'arraché (encore nettement insuffisant) par l'entremise de différents programmes gouvernementaux¹, la préservation de l'autonomie des groupes dans leurs structures démocratiques, leurs pratiques et leurs missions même s'ils participent à ces programmes et, enfin, la défense des droits des personnes analphabètes ou peu scolarisées.

Bien sûr, cela n'a pas toujours été facile. Il aura fallu inciter les groupes membres à se rallier pour en arriver à un certain consensus sur les fondements et les objectifs de l'alphabétisation populaire, de même que sur la mission des groupes. Puis, amener la population à reconnaître que l'analphabétisme constitue un problème social qui touche directement un fort pourcentage de gens – et indirectement l'ensemble de la collectivité – et à apprécier les solutions proposées par le mouvement de l'alphabétisation populaire. Enfin, rappeler constamment aux dirigeantes et dirigeants politiques que l'analphabétisme est un fléau affectant le développement social, culturel et économique d'une nation,

qu'il existe des solutions et que l'alphabétisation populaire doit être reconnue et, par conséquent, incluse dans des projets de loi touchant le domaine de l'éducation et des transformations sociales.

Au cours des ans, le ministère de l'Éducation a fini par reconnaître les deux réseaux d'alphabétisation au Québec – le réseau de l'alphabétisation populaire et celui des commissions scolaires – ainsi que l'importance de les soutenir financièrement.

Mais si les luttes engagées pour la reconnaissance et le financement ont coûté très cher au RGPAQ en termes d'énergie humaine, les résultats n'ont jamais satisfait aux besoins clairement exprimés par les groupes; tout au plus, a-t-on sorti ces derniers de la dèche totale pour leur faire atteindre le seuil de la pauvreté. Rappelons-nous le temps où la moyenne des subventions octroyées par le MEQ tournait autour de 25 000\$ par groupe. Bien qu'aujourd'hui cette moyenne atteigne les 80 000\$, il faudrait au moins tripler l'enveloppe destinée à l'alphabétisation populaire pour que les groupes puissent continuer à répondre à leurs besoins actuels, sans parler des besoins non comblés et de la nécessité d'implanter de nouveaux groupes.

Il reste beaucoup à faire, et on sent un essoufflement compréhensible un peu partout au sein du mouvement de l'alphabétisation populaire. Quelles solutions proposer? Un rapprochement avec l'ensemble du mouvement communautaire pour revendiquer avec force les ressources qui nous permettraient d'accomplir avec sérénité la mission

¹ Le programme Organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP); le Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA); le Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE); les Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation (IFPCA).

dans laquelle nous nous sommes investis? Un rapprochement a été tenté à maintes reprises, mais les résultats ont été malheureusement peu concluants. Comme personne ne viendra nous proposer de solutions miracles, il importe de construire nous-mêmes le pont qui permettra à l'alphabétisation populaire autonome de sortir de la stagnation et de jouer pleinement son rôle d'agent de transformation sociale, et ce, dans le respect des travailleuses et des travailleurs qui y engagent tout leur cœur et toute leur énergie. ■




Commentaire de Yanick Descheneaux en réaction au billet de Marcel

Je ne sais pas, mon cher Marcel, si c'est moi qui suis trop pessimiste, mais il me semble que la cause de l'alphabétisation populaire et, conséquemment, la perception que les gens ont de l'analphabétisme n'ont pas tellement évolué avec le temps. Bien sûr, le financement des groupes s'est accru au fil des ans. Cependant, malgré 25 ans de revendications, le mouvement de l'alphabétisation populaire demeure au 4^e sous-sol des priorités du ministère de l'Éducation. La preuve? Fini le programme distinct! Maintenant, l'alphabétisation populaire ne représente qu'une des plantes du «terrain de l'éducation» (pensons au

PACTE). Si l'alphabétisation populaire était si importante et si reconnue, je crois que le gouvernement lui donnerait, ou plutôt redonnerait, un programme distinct financé adéquatement. Je crois également qu'il en ferait la promotion, qu'il mettrait sur pied, à l'échelle nationale, de véritables campagnes de sensibilisation au problème de l'analphabétisme et qu'il ne tâcherait pas de diminuer de moitié le nombre d'analphabètes au Québec en changeant les critères de définition de l'analphabétisme!

Par ailleurs, je ne trouve pas, contrairement à toi, que l'analphabétisme et l'alphabétisation populaire soient, plus qu'avant, connus et reconnus par la population en général. S'ils l'étaient, comment expliquer cette réaction d'étonnement à la suite du dévoilement, par Jacques Demers, de son analphabétisme? À mon avis, les gens croient encore que l'analphabétisme est une tare réservée aux personnes âgées qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école et, de ce fait, que

ce problème mourra avec celles et ceux qui le vivent. Mais nous savons bien qu'il n'en est rien!

Là où je partage ton point de vue, c'est par rapport au chemin qu'il reste à accomplir. Oui, l'essoufflement est palpable. Oui, les formatrices et les formateurs en alphabétisation sont des gens dévoués et sous-payés. Mais quand on choisit comme lutte prioritaire le financement des organismes au détriment de la sensibilisation de la population aux réalités des personnes analphabètes, ainsi qu'à l'existence et à la complexité de l'analphabétisme, on se tire dans le pied. Au lieu de remettre sur la place publique un problème social criant, on choisit de faire la queue avec tous les autres mouvements populaires en attendant nos quelques miettes de pain. Il me semble que la pression populaire qui aurait découlé d'une campagne de sensibilisation à l'inaction du gouvernement et à l'impor-

tance du problème aurait eu, en bout de ligne, plus de chance de nous procurer le financement tant recherché. Et peut-être aurions-nous vu autre chose que les slogans de la Fondation pour l'alphabétisation dans les médias et dans les rares émissions d'affaires publiques traitant de la question, autre chose aussi que son chiffre de 830 000 personnes analphabètes² au Québec. Peut-être aurions-nous entendu un message qui nous ressemble plus. Et qui ressemble plus à la réalité. Cette réalité que vivent nos participantes et nos participants quotidiennement.■

Réplique de Marcel à Yanick



Yanick,

Bien que je considère tes arguments très intéressants dans l'ensemble, j'aimerais apporter quelques petites précisions qui pourraient enrichir la discussion.

Parlant de la reconnaissance de l'alphabétisation populaire et de son financement, tu écris: «je crois que le gouvernement lui donnerait, ou plutôt redonnerait, un programme distinct financé adéquatement». J'espère que «le gouvernement» ne représente pas pour toi le ministre de l'Éducation, le sous-ministre ou autres hauts fonctionnaires responsables de l'alphabétisation. Tu sais pertinemment que ces gens-là bougent seulement lorsque la pression devient insoutenable, ce qui n'est évidemment pas le cas ici.

Concernant le cas Jacques Demers, ce qui a surpris la population, ce n'est pas l'ampleur du problème de l'analphabétisme, mais plutôt que l'homme ait pu réussir d'aussi grandes choses malgré son handicap. Contrairement à toi, je crois que la population est assez bien informée de la situation de l'analphabétisme au Québec. Par contre, elle n'agit pas, elle constate un fait; les gens ne réagissent que lorsqu'ils sont directement touchés par un problème.

Enfin, mon cher Yanick, j'ose espérer qu'on n'aura pas «à faire la queue avec tous les autres mouvements populaires en attendant nos quelques miettes de pain» encore longtemps; l'allusion m'a fait grincer des dents!■